Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 44 (1952)
Heft: 6

Artikel: La classe ouvrière française devant l'expérience Pinay
Autor: Lafond, A.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-384764

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

C'est donc une importante étape, qu'il faut franchir victorieusement, dans l'intérêt de la communauté nationale, du peuple travailleur et de la paix sociale. Si la fortune et les gros revenus ont échappé aux 700 millions de francs d'imposition au sacrifice de paix, ce n'est pas une raison de leur faire cadeau des 330 millions de francs que leurs défenseurs attitrés ont acceptés à l'Assemblée fédérale pour la couverture des dépenses d'armement. Sinon les travailleurs se rendraient compte à brève échéance qu'ils ont fait marché de dupes et devraient payer eux-mêmes la plus grosse partie d'une dépense définitivement votée par le Parlement.

La classe ouvrière française devant l'expérience Pinay

Par *A. Lafond*,
secrétaire confédéral de la C. G. T.-Force ouvrière

La politique française aborderait-elle un tournant se traduisant par une stabilité gouvernementale? M. Pinay, « le président du Conseil inattendu », résolvera-t-il la quadrature du cercle devant laquelle succombèrent ses prédécesseurs: disposer d'une majorité pour réaliser une politique économique et financière cohérente, alors que l'empirisme et les nécessités de l'heure guidèrent les autres chefs du gouvernement?

Si oui, quelle est cette politique, sur qui s'appuie-t-elle dans et hors du Parlement? Surtout quelles en sont les conséquences immédiates et à échéance plus lointaine pour la classe ouvrière en France?

L'« expérience » Pinay provoque à l'étranger, surtout dans les pays amis, une curiosité sympathique. Nous ne l'ignorons pas. L'espoir naît d'une stabilité française qui permettrait mieux à notre pays d'assurer ses obligations internationales. Obligations découlant d'un rayonnement qui s'atténue mais demeure incontestable; obligations découlant aussi, dans l'intersolidarité de plus en plus étroite qui lie les Etats et les peuples, de l'originalité d'une position qui peut unifier sans qu'il y ait subordination à une puissance.

Cette étude n'a pas la prétention de répondre à toutes les questions qui peuvent passionner une opinion avertie. Elle se bornera à marquer les lignes essentielles d'une situation qui, malgré tout, demeure fluide.

Un nouveau Poincaré?

M. Pinay ne passait pas pour un grand politique. Dans l'inventaire des hommes nouveaux, « sortis par la IVe République », son nom n'aurait pas été cité parmi ceux qui paraissent promis à un brillant destin.

Industriel de son état, petit industriel du reste, il semble avoir géré avec méthode et bon sens une affaire familiale. Il n'a pas fait preuve d'initiative et d'audace pour la transformer en entreprise tentaculaire. Somme toute, un chef moyen d'une affaire moyenne.

Maire de Saint-Chamond, ville moyenne, surtout industrielle, il a administré sainement, sans se marquer politiquement. Supporté par les puissants maîtres de forge des aciéries de Saint-Chamond, admis par les ouvriers comme un brave homme, il devait poursuivre sans heurt une carrière politique normale.

Conseiller général de la Loire, président du Conseil général, sa personnalité moyenne et ses opinions moyennes le désignaient pour la députation. Contrairement à des affirmations de ses adversaires, il ne fut pas collaborateur pendant l'occupation. Pas résistant non plus. Certainement antiallemand et antinazi. Toujours l'honnête moyenne.

Député, inscrit au groupe des indépendants, il devait logiquement devenir ministre lorsque l'appoint de ce groupe alors peu important s'avéra nécessaire pour assurer une majorité. D'abord secrétaire d'Etat à la production industrielle, il fut ensuite nommé ministre des travaux publics et des transports.

On sait dans quelles conditions il fut appelé à la présidence du Conseil. Alors qu'il semblait destiné à essuyer les plâtres, il réunissait l'investiture, formait une combinaison, se maintenait.

Depuis, il a obtenu dans des votes délicats une majorité confortable. Il commence une carrière brillante à laquelle ni ses amis, ni ses adversaires, ni l'opinion publique ne croyaient.

L'homme est sympathique. Simple, direct, il paraît foncièrement honnête. Très français moyen, attaché aux traditions nationales et aux conceptions orthodoxes en économie, il est impossible de douter de son désir sincère de sortir la France de l'ornière. Il tient essentiellement à sauver la monnaie. S'il a peu d'idées, il s'y attache solidement et les défend avec âpreté.

Très médiocre orateur, volontiers familier, il sait plaire sans vouloir plaire. Son caractère et ses manières, son manque d'originalité et d'idées personnelles en font l'homme d'une situation et non pas l'homme du destin.

Il correspond certainement à la mentalité moyenne française, compte tenu de l'évolution de la structure sociale exposée ici même [1].

Telles nous apparaissent les raisons essentielles de son succès parlementaire et de la popularité rapide qu'il a conquise.

Pour autant, M. Pinay peut-il être comparé à Poincaré comme le fait une presse trop louangeuse pour être désintéressée? Ce serait inexact. Il n'a pas, comme le Lorrain, une froide astuce et un sens

---

[1] La *Revue syndicale suisse* 1951.

précis de l'avenir. Il n'a pas non plus la même fermeté et la même puissance de travail. Il est beaucoup plus influençable par un milieu qu'il subit plus qu'il ne le domine.

Son attachement passionné à la défense du franc paraît être le seul point commun avec le président de la République de la première guerre mondiale.

Ce que M. Pinay aura au moins réussi

La politique économique et financière de M. Pinay est dangereuse à l'extrême et son succès est plus qu'aléatoire. Nous en examinerons les modalités. Mais sur un autre plan il aura réussi sans vouloir le faire exprès: il a trouvé dans l'Assemblée nationale une majorité qui s'ignorait.

Rappelons que l'instabilité gouvernementale provenait de l'inexistence d'une majorité suffisamment homogène pour être durable. A une double opposition de caractère permanent (gaulliste à droite et communiste à gauche), il suffisait qu'il s'ajoutât une opposition temporaire d'un des autres groupes composant la majorité et celle-ci devenait minorité.

Les dernières élections avaient donné au R. P. F. un nombre important de députés dont la communauté de pensée était surtout une communauté d'étiquette. Quant au bloc des indépendants et des paysans (dont le programme comme les frontières politiques demeurent mystérieux), il avait connu un succès dont nous avons analysé brièvement les causes.

La majorité centriste de l'Assemblée nationale se déplaçait vers la droite, vers ce bloc des indépendants et des gaullistes. Si elle voulait englober les socialistes, elle était dans l'obligation d'exclure les gaullistes. Si elle comprenait les gaullistes, elle excluait non seulement les socialistes, mais elle écartait une partie du M. R. P. (la gauche socialisante et les adversaires personnels du général qui suivent, pour des raisons diverses, MM. Bidault, Teitgen ou de Menthon) et aussi des radicaux bon teint dont le jacobonisme verbal est tout ce qui reste de Pelletan (M. Herriot et ses amis).

Paul Reynaud, toujours prétentieux, voulait devenir le chef d'une union nationale allant des gaullistes inclus aux socialistes inclus (ou exclus). Mais son heure est passée. Lui seul peut croire qu'elle reviendra; les puissances financières dont il était l'homme le laissent de plus en plus « tomber ». Antoine Pinay surgit. Moins prétentieux et plus astucieux que l'ancien président du Conseil aux slogans (« la route du fer est coupée », « nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts »!...), il a réussi à former une majorité nouvelle de centre droit.

Il a réussi en étant le tombeur du général de Gaulle! Celui-ci, en affirmant son caractère intraitable, sa volonté de dictature, en

jouant la carte du pire pour être le maître de la France, devait non seulement braquer de plus en plus les autres partis contre le Rassemblement, mais jeter le trouble dans ses rangs.

Ses erreurs politiques ne sont pas nouvelles. Elles sont à la hauteur de l'homme et ont considérablement amoindri son prestige. Son manque total de psychologie, son mépris des humains ne connaissent pas de borne.

Devant ce caractère et les conséquences de sa politique, réalisant aussi que le tout ou rien ne les conduirait pas obligatoirement dans un fauteuil ministériel alors qu'ils pouvaient y accéder rapidement, une partie des élus R. P. F. lâchèrent de Gaulle pour Pinay.

La crise du R. P. F. est ouverte. Elle ira à son terme logique. Ainsi sera prouvé, une fois de plus, que le passé et la grandeur d'un chef militaire en France ne suffisent pas à rendre possible une entreprise césarienne.

Ainsi se reconstitue, sous la houlette du « père Pinay », une droite classique à la recherche de son homogénéité. Elle comprend une large portion du R. P. F., les indépendants et les paysans, la presque totalité de la gauche radicale, l'U. D. S. R. et une partie variable du M. R. P. qui lui aussi est destiné à se pulvériser, marquant ainsi en France, comme dans les autres pays, la régression de ce que l'on appelle la démocratie chrétienne.

La reconstitution d'une droite classique est un élément stabilisateur de la politique française.

La question dominante est de savoir si, en face d'elle, une gauche socialiste, non moins classique, sera capable de s'organiser pour former contrepoids. Son absence se fait durement sentir. Et des journaux comme le *Monde* et même l'*Aurore* signalaient le phénomène avec une nuance de regret.

A notre sens, cela dépend avant tout du Parti socialiste S. F. I. O. Cela dépend aussi de l'évolution syndicale. Cette gauche travailliste avec les socialistes, les chrétiens-socialistes, de rares éléments radicaux et U. D. S. R. est possible et nécessaire.

Et ce n'est pas un des moindres paradoxes de l'expérience Pinay. Pour avoir sorti une droite des limbes, il aura fait renaître une gauche!

La triple crise

Lors de l'accession à la présidence du gouvernement, M. Pinay se trouvait devant une triple crise.

Crise budgétaire. Le Parlement, après avoir engagé les dépenses, refusait de les couvrir. Les députés étaient victimes de leur promesse démagogique au corps électoral: pas d'impôts nouveaux. Victimes surtout de leur propre démagogie, puisqu'ils avaient voté des charges supplémentaires dans divers secteurs, plus spécialement dans celui de la défense nationale.

Successivement, les gouvernements Pleven et Edgar Faure devaient tomber devant cette crise budgétaire.

Crise de trésorerie. Le Trésor, non alimenté, s'était vidé sous les ponctions diverses. Il restait le 20 mars moins de 20 milliards de francs pour assurer l'échéance de fin de mois. La limite des avances de la banque à l'Etat était atteinte. Il fallut, d'une manière détournée, y recourir.

Crise de devises. La balance des comptes à l'Union européenne des payements, de créditrice devenait débitrice et de plus en plus débitrice. Il fallait prévoir un règlement de 500 millions de dollars, alors que le fonds d'égalisation des changes s'était asséché et que l'encaisse métallique de la banque tombait en dessous de 500 tonnes d'or (il était en 1938 de 5000 t.).

Le rythme inflationniste s'accélérait. Les prix montaient sans justification, alors que des baisses intervenaient sur les marchés mondiaux pour les matières premières essentielles. Une nouvelle fois, jouant contre la monnaie, les coalitions économiques prenaient position pour une dévaluation.

Il n'est que trop certain que la situation fut volontairement aggravée par les coalitions capitalistes qui entendaient et entendent encore remettre en cause les conquêtes sociales (semaine de quarante heures, sécurité sociale, etc.), les secteurs nationalisés; qui voulaient bloquer les salaires et échapper à la fiscalité.

M. Pinay n'a pas été et n'est pas l'homme du destin. Il fut et reste l'homme de la situation, car les coalitions économiques lui accordèrent confiance et soutien pendant qu'une nouvelle majorité parlementaire se dégageait pour sortir de l'incohérence et du discrédit où les jeux de cirque des députés plongeaient tous les partis politiques.

L'équilibre budgétaire fut assuré par le vote d'un budget sans ressources fiscales supplémentaires. Pour y parvenir, 110 milliards d'économies devaient être réalisées sur les dépenses civiles; plus de 220 milliards de crédits d'investissements furent supprimés.

La crise de trésorerie fut surmontée par l'avance camouflée de la banque à l'Etat et par la souscription à des bons du Trésor.

Pour les devises, les importations furent comprimées pendant que des libéralités fiscales étaient accordées aux exportateurs et que différents accords internationaux intervenaient pour différer les dettes immédiatement exigibles.

Ces mesures ont été saluées comme un succès et donnèrent à M. Pinay une autorité renforcée par les louanges dithyrambiques d'une presse arrosée par les fonds secrets et par une radio soumise à la volonté gouvernementale.

En réalité, elles ne méritaient pas tant d'éloges. Elles se complétaient par des idées simples dont les répercussions risquent d'être graves sur le plan politique, économique, financier et social.

Le fond de la politique Pinay et de ses conseillers, qui sont les hommes de la synarchie (Flandin, Bouthillier, Marcellin, Boutmy, etc...), est la déflation.

Le capitalisme industriel et bancaire, la mercante constatant que leur politique inflationniste les a conduits à l'impasse se font les protagonistes de la baisse des prix. Non seulement le marché intérieur est trop étroit (ce dont ils se moqueraient), mais malgré leur malthusianisme les prix pratiqués leur interdisent l'exportation dans une économie en expansion.

La raréfaction des devises réduisant les importations de matières premières pour un complexe industriel de transformation est pour eux une menace d'asphyxie.

Les baisses généralisées des matières premières sur le marché mondial, après l'aventure coréenne, peut être aussi le prélude au renversement d'une conjoncture générale hier inflationniste.

En conséquence s'amorce tout un cycle dont la base est une soi-disant baisse des prix. Cette baisse annoncée et prônée vise à couper la revendication ouvrière de rajustement des salaires devenue inévitable après les hausses des prix intervenues depuis septembre 1951 (dernier redressement du salaire minimum interprofessionnel garanti).

Il s'agit enfin de sauver l'économie libérale devenue impossible en consolidant les profits acquis.

Le maintien des impôts au niveau précédent malgré l'accroissement des charges militaires a pour corollaire le maintien d'un système fiscal inique, favorable aux coalitions économiques.

La suppression du financement des investissements par l'impôt desserre l'étau du contrôle étatique et conduit à l'amnistie fiscale pour aboutir à l'emprunt.

Baisse des prix, allégement des dépenses civiles, amnistie fiscale, emprunt sont les chaînons de la politique déflationniste assurant la prédominance des coalitions économiques: Conseil national du patronat français, Confédération générale de l'agriculture, petites et moyennes entreprises, c'est-à-dire la trilogie de l'industrie, de l'agriculture et de la mercante.

... leurs conséquences

La bonne foi de M. Pinay n'est pas en cause. La bonne foi et le civisme de ses inspirateurs donnent davantage à réfléchir. Force est de constater que les soutiens de l'expérience Pinay, ceux qui jouent les pompiers sont précisément ceux qui furent les incendiaires depuis la libération.

Il est beaucoup moins question de baisse des prix maintenant que d'un freinage des prix. En réalité, les baisses sont peu sensibles.

L'indice référence accuserait une baisse de 1% pour le mois d'avril et de 1,7% pour mai. Or, depuis septembre 1951, l'augmentation avait été de 15% environ.

On peut donc estimer que, depuis la dernière remise en ordre des salaires, la réduction du pouvoir d'achat des salariés se situe entre 10 et 13%.

Le gouvernement, et plus spécialement le président du Conseil, dénoncent la superposition des marges bénéficiaires: bénéfice ordinaire, prévision de hausse, perte au change, renouvellement de stock, prévision de majoration d'impôts, etc., qu'il est devenu courant d'introduire dans les prix et qui les surchargent de la production jusqu'à la vente au détail en passant par les différents stades de la distribution.

Mais il se refuse, par voie autoritaire, de mettre fin à des abus dont les consommateurs font les frais.

Par la persuasion, il essaye d'obtenir des baisses nominales afin de créer une psychose. Mais aucun des produits alimentaires de base: pain, viande, vin, légumes, fruits, n'a enregistré des baisses réelles.

Le pouvoir d'achat des salariés n'est pas revalorisé. Mieux, la résistance est si ferme, malgré la confiance accordée — en paroles! — à M. Pinay, que les baisses en matières premières, les détaxes accordées par le gouvernement ne profitent pas aux consommateurs.

Déjà M. Gingembre, de la mercante, indique qu'il ne faut pas trop croire à la baisse. Et son organisation, prenant prétexte de la mévente, arrache d'un ministre des déclarations sur des prix planchers garantissant les commerçants.

M. Philippe Lamour émet la prétention d'une revalorisation supplémentaire des produits agricoles encore taxés, prix étalons: blé, betteraves à sucre; il exige la transformation du vin en alcool, au compte du contribuable, pour défendre la viticulture.

Comment M. Pinay peut-il s'opposer à d'aussi puissants intérêts qui commandent une partie de sa majorité?

D'ailleurs, ne discute-t-il pas avec eux, au cours de déjeuners spectaculaires, alors qu'il n'a pratiquement pas de contacts avec les organisations syndicales ouvrières?

Pour l'heure, le problème du pouvoir d'achat des salariés reste entier. Ils attendent encore la garantie de l'échelle mobile. La loi en cours d'examen doit être, dans l'esprit du gouvernement, une mesure psychologique et théorique ne conduisant pas à un relèvement des salaires.

Pratiquement, ceux-ci sont bloqués malgré les dispositions légales. C'est dire que des salaires anormalement bas rétribuent le travail. C'est-à-dire encore que la productivité reste sans effet pour les salariés.

Autrement dit, l'injustice sociale demeure. Elle sert d'aliment à la revendication et d'arme au Parti communiste et à sa C. G. T. D'où un premier problème politique.

Le second problème est économique. En réduisant les importations et les investissements, M. Pinay soulage les charges de son gouvernement, mais il les reporte sur ses successeurs. En effet, l'arrêt de la production menace d'accélérer le chômage. L'arrêt des investissements pose tous les problèmes de l'équipement, donc de la production et de la productivité. Il est évident que la France manque encore de ressources énergétiques, de charbon; que la reconstruction devrait s'accélérer au lieu d'être suspendue; que les industries de transformation sont encore arriérées dans bien des secteurs; que l'équipement des pays d'outre-mer est à peine entrepris; que les prospections sont à poursuivre pour se procurer des gisements de matières premières.

L'hypothèque prise ainsi sur l'avenir est très grave; elle peut être génératrice d'une crise redoutable à l'heure où l'aide Marshall va disparaître, pendant que les charges de défense nationale se font plus impérieuses et plus lourdes.

Dans l'esprit du président du Conseil, l'emprunt en cours d'émission doit résoudre ces difficultés en réalisant les fonds nécessaires à l'équipement.

Des réserves s'imposent quant à l'utilisation des fonds recueillis. La tentation sera forte d'y recourir pour assurer un équilibre budgétaire plus théorique que réel pour l'heure. Et puis, l'emprunt donnera-t-il vraiment le résultat escompté malgré le succès qu'il rencontre si l'on croit tout au moins les déclarations officielles?

Il faudrait recueillir 600 à 700 milliards de francs. Mais pour éviter les effets inflationnistes en débusquant des capitaux thésaurisés, la masse la plus importante de cet emprunt devrait être souscrite en or (louis, lingots ou devises fortes, dollars et francs suisses). Dans ce cas, une partie des capitaux restera inutilisée puisqu'elle servira à renforcer la couverture métallique de banque et le fonds de stabilisation des changes. Peut-être compte-t-on parvenir ainsi à la libre convertibilité du franc, mais après? —

Le fétichisme de l'or, phénomène international, les immobilisations à l'étranger dans des affaires d'un rapport plus élevé que celui du taux de l'impôt (3,5%) interdisent d'avoir des illusions sur la masse d'or libérée.

Là encore, M. Pinay hypothèque lourdement l'avenir en interdisant pratiquement à ses successeurs de recourir à l'emprunt. Jamais il ne sera possible de trouver une formule plus avantageuse pour le souscripteur. La crise financière risque de s'en trouver aggravée.

Aggravée aussi sur le plan budgétaire. L'amnistie fiscale est immorale et elle supprime des ressources normales. Ce manque à

gagner pour le passé se complète du manque à gagner pour l'avenir puisque les souscripteurs de l'emprunt échapperont à l'impôt. Enfin, les charges en seront lourdes pour le Trésor.

Les répercussions sociales de telles dispositions apparaissent aux moins avertis. Au risque de chômage, à l'injustice sociale s'ajoute l'immoralité. Pourquoi les travailleurs supporteraient-ils une fiscalité inique, alors que les fraudeurs sont amnistiés et profiteurs pour le passé et pour l'avenir? Pourquoi s'associeraient-ils à une « expérience » garantissant les profits des autres classes et les laissant à la merci d'un libéralisme à sens unique?

L'assainissement de la situation française exige un minimum de justice et de moralité. L'expérience Pinay ne les apporte pas!

Les réactions des travailleurs

La presse gouvernementale reproche aux organisations syndicales libres de ne pas soutenir M. Pinay. C'est vrai. A quoi il est facile de rétorquer que M. Pinay ne les a pas consultées sur son expérience et ne leur a pas demandé de s'y associer.

En revanche, il s'est appuyé ouvertement sur les coalitions économiques responsables par leur égoïsme aveugle et imbécile de la situation présente.

Les organisations syndicales libres ont tenté avec sincérité, en 1948, la baisse des prix. Elles ont trouvé contre elles ces mêmes coalitions économiques et la complicité gouvernementale.

N'ont-elles pas le droit d'être sceptiques surtout devant le peu de succès obtenu par M. Pinay malgré que les coalitions économiques en soient maintenant partisanes?

Elles sont encore d'accord pour la baisse des prix. Mais elles la veulent réelle, ample, correspondant à l'effacement de la hausse enregistrée depuis septembre 1951. Elles sont convaincues que ce résultat ne sera pas obtenu par des négociations, la persuasion et des avantages supplémentaires, mais par des décisions simples, de caractère autoritaire.

Elles veulent aussi un véritable système d'échelle mobile. A ceux qui s'y opposent en affirmant que l'échelle mobile pousse à l'inflation, elles répondent que si la baisse est réalisée l'échelle mobile n'aura pas à jouer; que dans tous les cas elle agit comme frein contre l'inflation. Enfin, que les salariés sont les seuls à ne pas bénéficier du système.

Elles entendent que la liberté des salaires soit respectée conformément à la loi — alors que le gouvernement exerce une pression pour en obtenir le blocage au niveau actuel. En dénonçant la manœuvre gouvernementale, les organisations ont beau jeu pour montrer que le libéralisme de M. Pinay en faveur du patronat devient dirigisme quand les salaires sont en cause.

Et puis, cette conception maintient des salaires anormalement bas (inférieurs à 20 000 fr. français par mois). Elle s'oppose à la rémunération de la productivité et dresse les travailleurs contre celle-ci.

Les organisations syndicales s'inquiètent aussi du chômage. Il touche déjà les industries des cuirs et peaux, du textile, du vêtement. Mais la réduction des importations et surtout celle des investissements risquent de l'étendre dangereusement.

En dehors de l'accroissement de production indispensable à la France, les organisations syndicales libres sont donc adversaires de toute diminution du volume des investissements pour maintenir le plein emploi. Force ouvrière a mis au point une nouvelle revendication consistant en l'établissement d'un salaire minimum garanti mensuel, quel que soit le nombre d'heures de travail.

Après avoir dénoncé l'immoralité de l'amnistie fiscale, les syndicalistes s'attachent à la réforme de la fiscalité. La fraude annuelle se situe entre 800 et 1000 milliards de francs. Avec l'actuel système, seuls les salariés contribuables intégraux supportent les charges ordinaires de la vie de la nation, les charges extraordinaires de la défense nationale.

Pour mettre un terme à la dictature des coalitions économiques, les syndicalistes réclament une loi frappant les ententes, trusts et cartels. Force ouvrière, transposant à la France la loi antitrusts appliquée aux Etats-Unis, a établi un projet de loi.

Enfin, le mouvement syndical libre entend défendre le régime de sécurité sociale, les entreprises nationalisées, etc.

Devant l'expérience Pinay, il a patienté jusqu'à la fin de mai. Mais les instances des différentes confédérations tenues au milieu de ce mois se sont prononcées sans ambiguïté sur les points ci-dessus. En même temps, un rapprochement en vue de l'action à entreprendre s'est opéré entre elles. Il a abouti à une première série de manifestations le 28 mai.

Il est à craindre que ces manifestations n'aient pas eu la portée désirable. En effet, la C. F. T. C. manœuvre surtout avec l'arrière-pensée d'accroître son prestige. De plus, la C. G. T., lancée à fond dans la lutte politique, avait choisi la même date pour déclencher une opération contre l'arrivée du général Ridgway en Europe.

Le syndicalisme politique

Le 28 mai a été une véritable journée d'émeute, voulue et préparée par le Parti communiste. La C. G. T. s'y est associée sans restriction.

Le fiasco de l'opération a été à peu près complet. Dans l'ensemble, les travailleurs n'ont pas répondu à l'appel stalinien, car ils avaient été mis en garde par les organisations libres.

A l'heure où nous écrivons, une nouvelle manœuvre est tentée par la C. G. T. pour le mercredi 4 juin. Son insuccès est à prévoir malgré l'amalgame tenté avec les revendications que nous avons examinées.

Le rédacteur en chef de l'*Humanité*, organe central du Parti communiste français, est arrêté; Jacques Duclos, député, secrétaire général intérimaire du P. C. F., également. Des opérations policières sont en cours contre ce parti et certaines de ses filiales.

S'étendront-elles à la C. G. T., qui a été ménagée jusqu'à ce jour étant donné l'influence qu'elle conserve sur de larges couches non staliniennes? Un proche avenir le dira. Il est probable que les manifestations organisées par la P. C. F. sous le couvert de la C. G. T. ont un caractère de provocation, la répression est recherchée pour obtenir un soulèvement populaire que les troupes communistes clairsemées sont bien incapables de susciter.

Qu'il y ait complot contre la sûreté de l'Etat, le fait est patent. Il ne date pas d'aujourd'hui. La bourgeoisie par sa lâcheté, les gouvernements par leur veulerie l'ont toléré.

Déjà, dans des heures tragiques, les syndicalistes libres seuls ont pu empêcher l'étranglement de la liberté et la liquidation de la démocratie.

L'actualité de politique extérieure fait rebondir l'action stalinienne et celle de sa centrale syndicale asservie. Pour être grave, l'événement n'est que connexe au développement de la politique Pinay.

Toutefois, si l'emprise stalinienne est aussi forte et aussi étendue, c'est qu'elle a pris assise sur la situation sociale déplorable des salariés. Suivant une expression que nous avons déjà employée, la crasse capitaliste nourrit le pou stalinien.

Dans ces conditions, l'arrestation d'hommes de Moscou, la mise hors la loi du P. C. F., la liquidation de la C. G. T. ne résoudraient rien.

En matière de conclusion... provisoire

Pour aussi brillante qu'elle puisse apparaître de l'extérieur, l'expérience Pinay ne saurait faire illusion. Il convient d'en peser tous les aspects pour constater qu'elle peut aggraver dangereusement une crise prolongée qu'elle se propose de liquider.

Elle se soucie uniquement de l'assainissement de la monnaie. Mais les moyens employés pour y parvenir retombent sur le dos des salariés à un moment où ils sont sensibilisés par des mesures politiques devenues indispensables à l'encontre du Parti communiste.

Le pouvoir d'achat des salariés n'est pas rétabli, car la baisse des prix reste un espoir. Il risque de s'amoindrir par l'extension du chômage.

Pour être différé, le recours à la fiscalité deviendra indispensable;

il risque d'être très lourd. Il sera inacceptable avec le maintien d'un système fiscal inique.

L'emprunt à garantie or interdit pour l'avenir l'alimentation du crédit par l'emprunt.

Dans tous les domaines, en poussant son expérience au terme logique, M. Pinay va administrer la preuve que le libéralisme est une impossibilité. Ce ne sera pas un des moindres paradoxes de son expérience. En reformant une droite, il aura fait naître une gauche. En gouvernant au nom du libéralisme, il rend inévitable la mise en place d'un dirigisme rigide.

En voulant sauver le franc il n'aura sauvé que le « fric ».

Et, formulons-en le vœu, en gouvernant contre la classe ouvrière et avec l'appui des coalitions économiques, espérons qu'il aura accéléré l'unification des forces syndicales libres.

(Paris, le 2 juin 1952.)

La presse quotidienne et les syndicats

Par *Audax*

A l'occasion de la session du Conseil général de la Confédération internationale des syndicats libres qui se tiendra à Berlin du 1er au 5 juillet, il a été prévu de tenir une conférence qui réunirait les militants qui, dans les centrales nationales, sont spécialement chargés des questions de presse et d'information.

Les syndicats déploient un peu partout dans le monde une activité qu'il importe de faire connaître dans le grand public et en même temps il s'agit de renseigner et d'instruire les membres des syndicats. Ce sont là les deux faces du rôle de l'information syndicale.

Ainsi, la plupart des centrales syndicales européennes publient parfois un hebdomadaire ou une revue mensuelle ou tous les deux. Les diverses fédérations qui constituent ces centrales ont elles aussi leur hebdomadaire ou leur mensuel. Dans ce domaine précis et où il est question surtout de l'information des membres, la Suisse se tient en excellente position avec sa bonne vingtaine d'hebdomadaires de fédérations, avec la *Revue syndicale suisse* et les *Droits du Travail.* En effet, dans bon nombre de pays les fédérations professionnelles ne disposent le plus souvent que d'un mensuel, à l'exception de l'Allemagne et de l'Autriche et des plus importantes fédérations de Suède. En revanche, on note que dans les pays où le mouvement syndical est plus fortement centralisé, la centrale nationale publie un hebdomadaire; c'est le cas de la France avec *Force ouvrière,* de la Belgique avec *Syndicats,* de l'Allemagne avec *Welt der Arbeit* et de l'Autriche avec *Solidarität.*